



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région Pays de la Loire

Notice d'information du territoire

« AAC sarthoises en polyculture-élevage : Les Basses Vallées »

Campagne 2025

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « AAC sarthoises en polyculture-élevage : les basses vallées sarthoises » au titre de la campagne PAC 2025. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Syndicat Intercommunal de Distribution et Production d'Eau potable Perseigne - Saosnois

Bel Air - RD 300

72600 SAOSNES

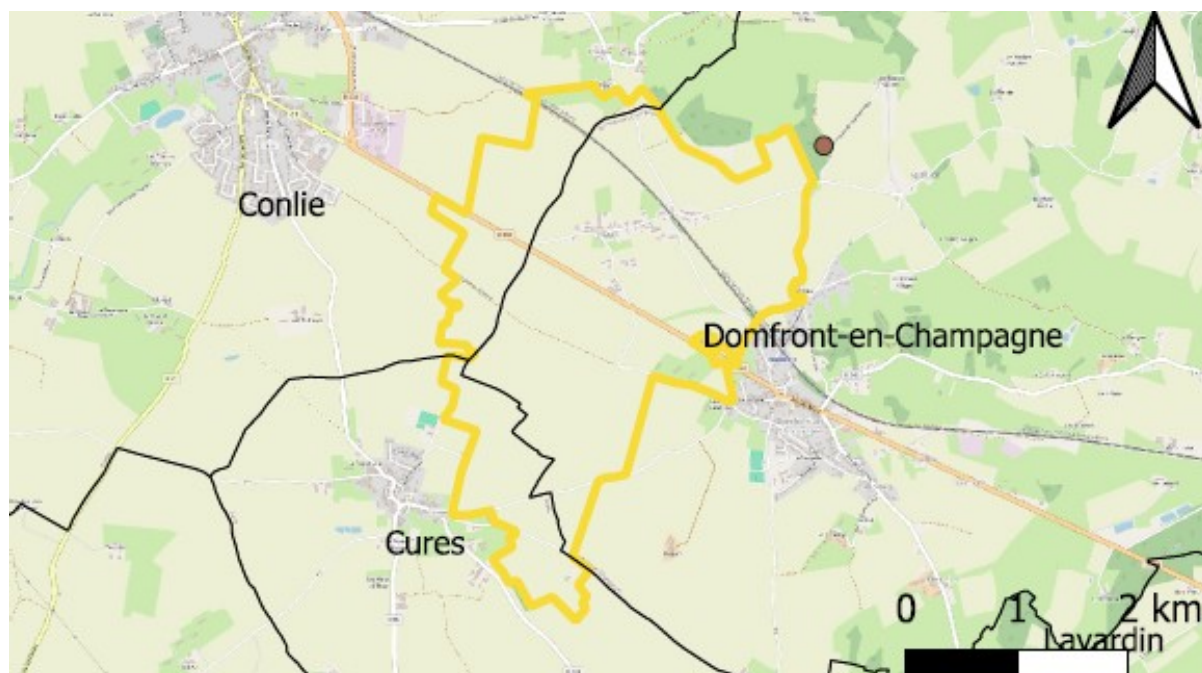
Tim MOITET

07.57.85.13.80

animation1@aac72.fr

2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « AAC SARTHOISES EN POLYCLTURE-ÉLEVAGE : LES BASSES VALLÉES SARTHOISES » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le territoire concerné fait 405 ha. Il est composé de la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage (ZPAAC) prioritaire « Les basses vallées ». 3 communes sont partiellement concernées par le PAEC. Le tableau et la carte ci-dessous présentent respectivement les communes concernées et la localisation du territoire.



Captages	Communes	Numéro INSEE	Inclusion dans PAEC
Les Basses Vallées	Conlie	72089	Partielle
Les Basses Vallées	Domfront en Champagne	72119	Partielle
Les Basses Vallées	Cures	72111	Partielle

Les mesures ouvertes sur ce territoire sont dites « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Le principal enjeu du PAEC est la reconquête de la qualité de l'eau du captage en nitrates et herbicides.

Enjeu pesticide :

Les molécules mères et les métabolites pertinents sont indiqués en gras, le seuil de potabilité pour ces molécules et de 0,1 µg/L contre 0,9 µg/L pour les métabolites classés comme non pertinent.

Molécules	Concentration maximum observé en 2024 (µg/L)
Alachlore ESA	0,1
Atrazine	<0,01
2-hydroxy atrazine	0,02
Atrazine déséthyl	0,031
Atrazine 2-hydroxy-desethyl	<0,01
Atrazine déisopropyl déséthyl	0,13
Bentazone	0,068
Métazachlore	0,031
Métazachlore ESA	0,07
Métazachlore OXA	0,08
Métolachlore	0,01
Metolachlor ESA	0,14
Metolachlor OXA	0
Metolachlor NOA 413173	0,11
Oxadixyl	0,032
Pentachlorophénol	0
Simazine	<0,01
Total des pesticides	0,3

Enjeu nitrate :

Le seuil de potabilité pour les nitrates est de 50 mg/L.

Nitrate	Concentration en 2024 (mg/L)
Maximum	44
Minimum	33
Moyenne	38,08

La Zone de Protection de l'Aire d'Alimentation de Captage (ZPAAC) s'étend sur 405 hectares, dont 367 hectares de Surface Agricole Utile (SAU). Elle concerne 21 exploitants agricoles, évoluant principalement dans des systèmes de polyculture-élevage.

Le Diagnostic Territorial des Pressions et Emissions Agricoles réalisé en 2020-2021 a mis en évidence trois axes d'amélioration des pratiques agricoles envisageables pour protéger la qualité de l'eau :

1. Le développement des pratiques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires. Dans le cas de la lutte contre les maladies et les adventices, le recours au renforcement phytosanitaire est encore largement utilisé. La mise en place et/ou le développement de nouvelles pratiques est primordial (allongement de la rotation, choix de la date de semis, adaptation des rotations et des variétés, lutte biologique, désherbage mécanique, ...).
2. Un meilleur raisonnement de la fertilisation à la parcelle pour chaque culture afin de réduire l'excédent de certains bilans azotés. Ceci est particulièrement important pour les cultures du blé tendre et du maïs représentant chacune une part importante de la SAU.

3. Le blé revient toutes les 2 ou 3 années et les rotations culturales dominantes sont courtes. Un développement de cultures à faibles intrants doit être envisagé tout en le conciliant avec l'économie des exploitations.

4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre :

- une obligation de réaliser avant l'engagement un diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation (avec un plan de gestion pour certaines MAEC) ;
- une obligation de réaliser une formation au cours des 2 premières années d'engagement dans la mesure (voir partie 7).

Les **MAEC proposées sont des mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation.

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_LBVS_HBV1	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux souterraines.	121 €	Niv 1 Evolution : 8 000 € Maintien : 6 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_LBVS_HBV2	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux souterraines.	177 €	Niv 2 Evolution : 10 000 € Maintien : 7 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_LBVS_LBVS3	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux souterraines.	233 €	Niv 3 Evolution : 12 000 € Maintien : 8 000 €
Terres arables des exploitations ayant moins de 10 UGB	PY_LBVS_COV1	Système	Limiter l'érosion et le transfert des herbicides dans les eaux de surfaces.	204 €	Niv 1 8 000 €
Terres arables	PY_LBVS_FER3	Système	Limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	152 €	Niv 1 8 000 €
Terres arables	PY_LBVS_FER4	Système	Limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	248 €	Niv 2 10 000 €

Pour les MAEC « Herbivores », la progression du taux d'herbe est prise en compte pour la définition du plafond par exploitation :

- le dossier est considéré en « maintien » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 ou la campagne N) est supérieur ou égal au taux d'herbe à atteindre en année 3 ;
- le dossier est considéré en « évolution » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 et la campagne N) est inférieur au taux d'herbe à atteindre en année 3.

Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MASA, AELB).
Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2025 en Pays de la Loire sont les suivantes :

Financier	Part prévue dans le financement des mesures
Crédits européens (FEADER)	80%
Crédits nationaux (MASA, AELB)	20%

Cette notice d'information du territoire « AAC sarthoises en polyculture-élevage : les basses vallées sarthoises » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Pour les dossiers des PAEC à enjeu Eau, une priorisation des PAEC est établie au niveau régional. Le PAEC PY_LBVS est classé en priorité 1 du fait de la présence dans le territoire d'AAC prioritaires.

Si le budget n'est pas suffisant pour engager tous les dossiers de ce PAEC, les dossiers sont priorisés selon le type de MAEC engagée :

Priorité	Code mesure
A	HBV3 « Evolution »
B	HBV2 « Evolution »
C	HBV1 « Evolution »
D	Eau : COV1 à COV6, FER3 à FER6, PHY1 à PHY6, ARB1, VIT1 Sol : SDC1 et SDC2 Biodiversité : CPRA, IAE1, MHU1, MHU2
E	HBV3 « Maintien »
F	HBV2 « Maintien »
G	HBV1 « Maintien »

Si une priorisation est nécessaire dans une catégorie ci-dessus, elle sera établie selon le taux d'herbe dans la SAU en 2025 : plus ce taux d'herbe est élevé plus le dossier est prioritaire.

7 LISTE DES FORMATIONS PROPOSÉES

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre une obligation de réaliser une formation au cours des 2 premières années d'engagement dans la mesure. Cette formation devra être en lien avec les mesures engagées par l'exploitation et les enjeux du territoire. Les formations proposées sur le territoire sont listées ci-après. Cette liste pourra évoluer. Pour plus d'informations, contacter la structure animatrice du territoire.

Thématique	Format			Encadrant	Mesure(s) concernée(s)
Gestion/réduction de la fertilisation	Formation théorique/ technique et/ou échange de pratiques	Collectif	Théorique et/ou terrain	Chambre d'agriculture ou CIVAM ou CER ou autre validé par la DRAAF	MAEC HBV
Réduction de l'usage d'herbicide (leviers pour la diminution, allongement de rotation, conduite de cultures BNI, fonctionnement du sol, ...)	Formation théorique/ technique et/ou échange de pratiques	Collectif	Théorique et/ou terrain	Chambre d'agriculture ou CIVAM ou CER ou autre validé par la DRAAF	MAEC HBV
Gestion des prairies	Formation théorique/ technique et/ou échange de pratiques	Collectif	Théorique et/ou terrain	Chambre d'agriculture ou CIVAM ou CER ou autre validé par la DRAAF	MAEC HBV
Elevage en système herbager	Formation théorique/ technique et/ou échange de pratiques	Collectif	Théorique et/ou terrain	Chambre d'agriculture ou CIVAM ou CER ou autre validé par la DRAAF	MAEC HBV

8 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2025, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2025 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

Pour les mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...), vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

² Disponible sur Télépac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>